

GESTE DU PRÉSIDENT TEBBOUNE EN PRÉVISION DU 25^E SILA

Les maisons d'édition exonérées des frais de location des stands

P 5



Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN **d'Algérie**

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Mardi 15 février 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5465 - 18^e année

AGRESSIONS RÉCURRENTES D'ISRAËL

Les répercussions risquent d'enflammer toute la Palestine

P 2

AFFAIRE DU COMPLEXE GAZIER D'ARZEW

Chakib Khelil condamné à 20 ans de prison ferme

LIRE EN PAGE 4

GEL DES NOUVELLES TAXES SUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES ET ÉLECTRONIQUES

Quel impact sur les prix ?

- Des professionnels et opérateurs économiques saluent des « décisions courageuses »
- Le Parti des travailleurs enregistre « positivement » ces mesures

LIRE EN PAGE 3

VIANDES ROUGES DURANT LE RAMADHAN



« Entre 1200 et 1 300 DA le kilo »

P 5

TRANSPORT

L'ETUSA investit les nouveaux quartiers d'Alger

P 16

HIPPODROME KAID AHMED - TIARET, CET APRÈS-MIDI À 15H30



Un quinté à pochette surprise

P 14



Ph : APS

LES COURSES EN DIRECT

AGRESSIONS RÉCURRENTES D'ISRAËL CONTRE LES PALESTINIENS

Les répercussions risquent d'enflammer toute la Palestine

Devenu le théâtre de la contestation palestinienne contre le système politique d'apartheid de l'entité sioniste, depuis mai dernier et ayant attiré le soutien des millions de voix libres à travers le monde, les responsables militaires et politiques de l'entité sioniste se livrent depuis ces dernières semaines à des actions de harcèlement, d'expulsions et d'arrestations des Palestiniens du quartier cheikh Jarrah, ailleurs, notamment en Cisjordanie.



Les tensions dans le quartier palestinien ont démarré plus tôt dans la journée de dimanche dernier, après que le député israélien Itamar Ben Gvir a mis sa menace à exécution d'ouvrir sa permanence parlementaire dans ce quartier qui a été envahi par les colons sous protection des services de sécurité israéliens. Par sa politique expansionniste et de la multiplication de l'implantation des colonies sur les terres palestiniennes, depuis plus de dix ans, les forces d'occupation sionistes soutenues par des colons, par leur décision d'agresser et d'expulser de force, des dizaines de familles palestiniennes de leurs maisons à Cheikh Jarrah, au profit de groupes de colons à al-Qods occupée franchi le pas, vers une escalade, contre l'ensemble du peuple palestinien. Mai dernier, les Palestiniens

ayant réaffirmé, dans leur mobilisation citoyenne et l'action de la résistance palestinienne, leur unité, contre l'agression des autorités israéliennes des habitants de cheikh Jarrah et El-Qods occupée, Israël confronté depuis à cette nouvelle donne, de l'unité palestinienne sur le terrain, de Cisjordanie, à Ghaza, El-Qods occupée et des Palestiniens des territoires de 1948 et des réfugiés, une semaine après le décès de trois Palestiniens tués par des tirs de l'armée israélienne à Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie occupée, un jeune homme de 17 ans a été tué dans le village de Silat al Harithiya, dans la nuit de dimanche à lundi. Il est à rappeler que les trois Palestiniens tués par l'armée israélienne, la semaine passée, originaires de Naplouse, sont Ibrahim al-Nabulsi, Adham Mabrouk et Mohamed Al-Dakhil, appartenant au Mouvement de libération national "Fatah", et depuis les manifestations de Palestiniens contre les soldats de l'entité sioniste n'ont cessé de rythmer l'actualité en Cisjordanie. Confortée de la normalisation

de ses relations avec des pays arabes, Maroc, Émirats arabes unies, Soudan et pensant profiter de la domination de l'actualité mondiale de la crise ukrainienne, l'entité sioniste multiplie ses agressions contre le peuple palestinien, à divers niveaux et par divers moyens, dont la décision du député israélien, Itamar Ben Gvir, des plus virulents et opposé à toute idée d'un Etat palestinien, d'ouvrir son bureau parlementaire, à Scheikh Jarrah. Ce député a été un des fervents acteurs de l'action de l'entité sioniste, dans ses agressions des quartiers et des familles palestiniennes, printemps dernier, à El-Qods occupée, à Sheikh Jarrah, et un des acteurs principaux de la marche annuelle des sionistes, dans la vieille ville d'El-Qods, forcée de changer son itinéraire, printemps dernier, par la riposte des Palestiniens et de la résistance armée palestinienne. Dénonçant, hier, ce qu'il qualifie de « déplacement forcé par l'occupation sioniste, des Palestiniens du quartier Sheikh Jarrah, à Al-Qods occupée », le membre du Comité exécutif

de l'OLP, Hussein al-Sheikh, a dénoncé la politique expansionniste de l'entité sioniste et ses agressions contre les Palestiniens, à moins d'une semaine après le ministère palestinien des Affaires étrangères qui a tenu, le gouvernement israélien, dirigé par Naf-tali Bennett, « entièrement et directement responsable de ce crime odieux (les trois Palestiniens précités : Ndlr) ».

Le ministère palestinien avait accusé la communauté internationale, complice par son silence des violations et des crimes de l'occupation israélienne et de ses colons, par « une couverture des crimes » de l'entité sioniste contre le peuple palestinien. Des crimes israéliens, que les occidentaux, responsables européens, états unis et même le SG de l'ONU se contentent d'indiquer être préoccupés, appeler à la retenue ou d'inviter seulement Israël à suspendre l'extension de ses colonies, sur les terres palestiniennes, sans aller jusqu'à lui imposer des sanctions, comme ils s'empressent de le faire souvent, à d'autres pays, ne répondant pas à leurs intérêts. Il est à noter que plus de 475 000 colons israéliens vivent en Cisjordanie, dans des colonies illégales au regard du droit international et aussi des Accords d'Oslo, que l'entité sioniste a vite fait d'ignorer, après leur conclusion, à Madrid, début 90, avec la partie palestinienne et le parrainage des Etas-Unis et ses alliés, dont l'UE. L'opinion palestinienne en général, dont les acteurs de la résistance armée et populaire incombe aussi la responsabilité à des pays arabes qui accourent à Tel-Aviv, jusqu'à conclure des accords sécuritaires et militaires avec « les militaires israéliens assassins » du peuple palestinien, et d'indiquer par la suite que leur soutien à la cause palestinienne demeure à l'ordre du jour.

Karima Bennour

R. I.

Mahmoud Abbas met en garde contre les répercussions des attaques israéliennes

Le président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas, a condamné les agressions perpétrées par l'entité sioniste contre les Palestiniens dans la ville sainte d'El-Qods occupée, a rapporté hier, l'agence de presse palestinienne WAFA. Indiquant que « Abbas a mis en garde contre les répercussions des attaques contre les résidents et les tentatives de prise de contrôle des propriétés palestiniennes à El-Qods occupée, notamment dans le quartier de Sheikh Jarrah » le président palestinien a annoncé que « cette question sera à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) », faisant référence à la visite d'un membre de la Knesset, Itamar Ben Gvir, dans le quartier.

R. I.

ACTION HUMANITAIRE

Le président de l'IFRC en visite en Algérie

Le président de la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC), Francesco Rocca, est attendu aujourd'hui, à Alger dans le cadre d'une visite de travail de trois jours, a appris l'APS hier auprès du Croissant rouge algérien (CRA). Au menu de son déplacement en Algérie qui s'étalera jusqu'au 17 février, figure des entretiens avec les autorités algériennes, des visites sur le ter-

rain et une rencontre cet après-midi à l'hôtel El Aurassi avec les présidents du CRA dans les 58 wilayas du pays et les partenaires nationaux et internationaux du Croissant rouge algérien. Francesco Rocca est le président national de la Croix-Rouge italienne, un rôle qu'il occupe à ce jour parallèlement à ses fonctions de président de l'IFRC. La Fédération est le plus grand réseau humanitaire au monde, soutenant l'action

locale du Croissant-Rouge et de la Croix-Rouge dans plus de 192 pays. Basée à Genève, elle rassemble près de 14 millions de volontaires pour le bien de l'humanité. En novembre dernier la Fédération avait lancé un appel d'urgence pour aider le Croissant rouge algérien à fournir une assistance à près de 42 000 personnes affectées par les incendies de forêts qui ont ravagé le nord-est du pays.

R. N.

SITUATION AU YÉMEN

Le Conseil de sécurité se réunit aujourd'hui

Le Conseil de sécurité des Nations Unies tiendra, aujourd'hui, une nouvelle session pour discuter de la situation au Yémen, lors de laquelle l'envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen, Hans Grunberg, informera le Conseil des derniers développements de la situation dans ce pays, en conflit depuis 2015. L'émissaire onusien informera les membres du Conseil de sécurité des résultats des contacts qu'il a eus récemment avec les représentants des autorités légitimes et du mouvement armé "Ansarullah", tandis que le Coordonnateur humanitaire, présentera un rapport sur la situation humanitaire, à la lumière de la réduction de l'aide à 11 millions de Yéménites, à partir de fin février faute de financement. Par ailleurs, le Conseil de sécurité devrait également prendre note de l'évolution de la situation du navire "Safer", après l'obtention par les Nations unies de l'accord, sur une proposition de déchargement de sa cargaison de pétrole brut vers un autre navire pour éviter son explosion, a-t-on fait savoir. Selon des sources gouvernementales, les membres du Conseil entendront ensuite à huis clos le rapport du Comité international des sanctions, où l'organe onusien devrait approuver le maintien des sanctions contre ceux qui font obstruction à un règlement politique de la crise yéménite. Ces sources n'ont pas exclu une proposition visant à ajouter de nouveaux membres du mouvement armé yéménite à la liste des sanctions. Depuis le début de l'année dernière, 16,2 millions de personnes, soit l'équivalent de la moitié de la population du Yémen, souffrent d'insécurité alimentaire, dont 47.000 vivent dans des conditions proches de la famine, d'après l'ONU. Le Yémen est en proie à un conflit armé entre les forces pro-gouvernementales soutenues par une coalition militaire arabe et occidentale, dirigée par l'Arabie saoudite, et le mouvement d'opposition comprenant principalement Ansarullah, qui contrôlent plusieurs villes yéménites dont la capitale, Sanaa, depuis septembre 2014. En novembre dernier, les Nations unies ont annoncé que la guerre au Yémen aurait causé la mort de 377.000 personnes directement et indirectement.

R. I.

URGENCE À CARACTÈRE BIOLOGIQUE

Des officiers de la Protection civile en formation en Espagne

Une formation au profit de 24 cadres officiers de la Protection civile sur les techniques d'intervention en cas d'urgence à caractère biologique aura lieu en Espagne du 14 au 18 février courant, a indiqué hier, un communiqué de la direction générale de la Protection civile. C'est dans le cadre de la coopération algéro-espagnole, en matière de Protection civile et faisant suite à la visite effectuée en Espagne par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire le 11 novembre dernier que « vingt-quatre cadres officiers de la Protection civile algérienne des différentes directions de protection civile des wilayas et de la DGPC, prendront part à une formation sur les techniques d'intervention en cas d'urgence à caractère biologiques et ce du 14 au 18 février 2022 en Espagne », a indiqué la même source. Le même communiqué a ajouté que cette formation qui rentre dans le cadre du développement et de la modernisation du secteur Protection civile, particulièrement dans le domaine des ressources humaines, « se déroulera au niveau de la direction générale de la Protection civile espagnole ». Ainsi, cette session de formation permettra aux « participants d'affiner leur capacité et compétences », afin d'assurer, selon la même source, « les missions de secours dans le domaine des risques biologiques sans cesse croissants avec efficacité et efficience », souligne le communiqué de la Protection civile.

R. S.

LES NOUVELLES TAXES SUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES ET ÉLECTRONIQUES GELÉES

Quel impact sur les prix ?

Afin de préserver le pouvoir d'achat des citoyens laminé par l'explosion des prix de la majorité des produits, d'importantes décisions ont été prises dimanche soir par les hautes autorités.

Il s'agit du gel des impôts jusqu'à nouvel ordre sur certains produits dont ceux relevant de l'alimentaire de large consommation. Jusqu'ici, tout semble aller dans le bon sens. Mais pour ce qui est, cependant, de l'application de ces instructions sur le terrain dans les délais voulus, il y a à s'interroger car il n'est ignoré par personne que c'est toujours l'application effective des différentes décisions prises auparavant dans différents domaines qui a posé problème. Même si le président de la République insiste à chaque réunion avec ses ministres sur l'importance de mettre en œuvre ses instructions dans les délais fixés, les responsables des différents secteurs mettent beaucoup de temps à les réaliser sur le terrain. Un état de fait qui pousse donc à prendre son mal en patience, et ne pas s'attendre à voir les prix baisser d'aussitôt. D'autant plus, faut-il le souligner, qu'on est habitué à voir les prix monter très vite mais rarement à les voir redescendre avec facilité et rapidité. L'on rappellera à titre d'exemple l'épisode de la pomme de terre qui peine à prendre son épilogue, car depuis plusieurs mois et en dépit de toutes les mesures prises par les autorités, ce produit continue à être vendu à plus de 110 Da le kg. En effet, malgré les grandes opérations de déstockage ayant pour but d'inonder les marchés et de



PH : DR

répondre à la demande en renfonçant l'offre, et de surtout fixer le prix de la pomme de terre à 50 DA, celle-ci est vendue au double de son prix, et risque de flamber encore plus avec l'arrivée du mois de Ramadhan. Il faudra rappeler, d'autre part, que les commerçants dès l'arrivée de la nouvelle année, se sont empressés à augmenter les prix, à leur guise, sans qu'il y ait de décisions officielles prises dans ce sens. Ces augmentations appliquées même sur d'anciens stocks, ont touché outre les produits alimentaires, les électroménagers de production locale pourtant exportés à l'étranger. Donc, baisse des prix très prochaine ou pas! Les réponses seront connues très certainement dans les jours qui viennent. Reste que les responsables en charge du secteur du Commerce sont appelés à mobiliser leur troupes afin d'assurer l'application stricte des instructions du Président au risque de ne pas atteindre les objectifs escomptés à savoir l'allègement des contraintes qui

présent sur les citoyens dans l'accès aux produits alimentaires avec un pouvoir d'achat en dégringolade.

Le département de Kamel Rezig doit surtout renforcer le contrôle et la lutte contre la spéculation et l'informel afin que les différentes décisions prises par le Président puissent réellement profiter aux citoyens et non pas aux spéculateurs et aux acteurs du marché informel gangréné par les commerçants véreux et indécents. Pour rappel, le Président a ordonné dimanche, lors d'un Conseil des ministres, le gel jusqu'à nouvel ordre, de tous les impôts et les taxes, notamment les taxes contenues dans la loi de finances 2022 sur certains produits alimentaires, la suppression de tous les impôts et taxes sur le e-commerce, les téléphones portables, les matériels informatiques à usage personnel et les startups en se contentant des tarifications réglementées. Le Président a également ordonné au Gouvernement de prendre toutes les mesures et procédures visant à faire éviter

aux citoyens l'impact de la flambée vertigineuse des prix dans les marchés internationaux durant l'année en cours jusqu'à leur stabilisation, l'organisation d'une réunion de coordination entre les services du ministère du Commerce et les représentants des corps sécuritaires en vue d'élaborer une stratégie efficace visant à mettre fin à la contrebande des produits alimentaires de large consommation à travers les frontières du pays, un phénomène à l'origine de pertes importantes pour le marché et l'économie nationale. Il a été également décidé à ce que l'État se charge de prendre en charge la différence des prix des produits destinés aux citoyens par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI), et ce, compte tenu de l'augmentation des prix à l'international, et de renforcer davantage le contrôle sur les subventions dans le secteur de l'Agriculture et de l'élevage de bétail pour une stabilité des prix au service des citoyens.

Ania Nch

PARTI DES TRAVAILLEURS : « Nous enregistrons positivement ces mesures »

Connu pour ses critiques acérées à l'égard de tout ce qui se rapporte aux conditions sociales des travailleurs et des Algériens en général, le Parti des travailleurs a rendu publique, hier, une copie moins virulente, en ce sens qu'il applaudit les mesures présidentielles inhérentes à la suppression des impôts sur les produits alimentaires et taxes et droits de douane sur les téléphones portables et matériel informatique à usage particulier, ainsi qu'à la protection du pouvoir d'achat des citoyens. Après avoir repris le chapitre du communiqué du Conseil des ministres traitant de cette décision, le PT, dans un communiqué signé par le secrétariat du Bureau politique, « enregistre positivement ces mesures ». Mais, le parti de Louisa Hanoune revient vite à la charge, estimant, cependant, que ces mesures « ne sauraient répondre aux différentes augmentations vertigineuses des prix des produits alimentaires de large consommation provoquées par l'entrée en vigueur de la loi de finances 2022 qui supprime les subventions sociales et augmente les taxes et les impôts. » Tout en réitérant ses prises de positions passées, le Parti pointe du doigt « l'origine du chaos qui caractérise le marché national depuis plusieurs mois se trouve l'entrée en vigueur des mesures fiscales contenues dans la loi de finances 2022 qui ont généré des augmentations vertigineuses des prix des produits de large consommation affaiblissant davantage le pouvoir d'achat de l'immense majorité du peuple qui a basculé dans la précarité totale (...) ». Pour le parti des travailleurs, cite le même communiqué, cet état de fait caractérisé par la dégringolade du pouvoir d'achat « exige la suppression pure et simple de l'article 188 de la loi de finances 2022 portant annulation des transferts sociaux et des subventions de l'Etat aux produits alimentaires de large consommation et services. »

F. G.

RÉACTIONS

La CGEA applaudit des « décisions courageuses »

En réaction à la décision prise dimanche en Conseil des ministres concernant le gel des taxes sur les produits alimentaires et électroniques, la Confédération générale des entreprises algériennes a salué hier ces mesures annoncées par le président de la République, visant notamment à soulager les citoyens des dépenses et à protéger leur pouvoir d'achat. « La CGEA tient à marquer son appui et adhésion aux décisions prises par M. le président de la République, lors du Conseil des ministres qui s'est tenu hier le 13 février 2022 », écrit l'organisation patronale dirigée par Saïda Neghza dans un communiqué. La CGEA « applaudit les décisions courageuses en faveur de l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen, lourdement éprouvé par l'instabilité du marché et la hausse vertigineuse des prix, ainsi que celles confortant les opérateurs économiques, notamment en matière de fiscalité », poursuit le même document. En sus, la CGEA dit suivre « avec un intérêt particulier la levée des entraves sur les projets en souffrance qui constituent une grande préoccupation de la CGEA, qui n'a pas cessé de dénoncer publiquement les blocages injustifiés et a adressé plusieurs plaidoyers, en direction des différents départements ministériels ».

LE GAAN SALUE LA SUPPRESSION DES TAXES

Pour sa part, le Groupement des

acteurs algériens du Numérique (GAAN), dirigé par son président, Bachir Tadjeddine, a salué la décision présidentielle consistant à supprimer les taxes et droits de douanes incorporés dans la Loi de finance 2022, appliqués aux achats en ligne des téléphones portables et matériels informatiques à usage personnel.

Dans une déclaration recueillie par l'APS, Tadjeddine a salué la décision du président Tebboune, de supprimer les

taxes et droits de douanes supplémentaires sur le Commerce électronique, spécialement, explique-t-il, ceux appliqués par les Douanes algériennes sur les achats opérés par des citoyens sur des sites en ligne et reçu par colis, dont les taux varient entre 30 et 130%. Le Groupement avait appelé récemment, dans un communiqué, les services concernés à une « révision radicale » des nouvelles taxes douanières sur les colis postaux dans le cadre du e-

commerce, en ce qui concerne le matériel informatique et tous les équipements techniques et leurs accessoires. L'appel du GAAN a été justifié par le fait que les étudiants et les chercheurs seront affectés par ces mesures qui entraîneront la hausse des prix de certaines marchandises dont ils ont besoin pour leurs activités scientifiques et techniques, notamment celles non disponibles sur le marché national.

R. N.

LE PRÉSIDENT ORDONNE LA MISE EN PLACE D'UN PLAN « AEP » ANTICIPÉ

En finir avec les robinets à sec!

Depuis l'année dernière le citoyen algérien continue à subir la pénurie récurrente de l'eau potable, la capitale y compris, poussant les autorités à prendre des mesures urgentes pour régler cette crise. Pour ce faire, plusieurs programmes du secteur des Ressources en eau sont lancés, notamment les projets portant réalisation de nouvelles stations de dessalement de l'eau de mer, comme aussi la réalisation de plus de 600 puits à travers 20 wilayas affectées par la pénurie.

Dans la foulée, lors du Conseil des ministres présidé

dimanche par Abdelmadjid Tebboune, le dossier de la crise de l'eau a été abordé surtout que le Ramadhan approche à grand pas. Pour justement assurer un bon déroulement du mois sacré, et l'approvisionnement continu et régulier de l'eau potable au profit des ménages algériens, le président Tebboune a insisté sur la mise en place d'un nouveau plan de distribution de cette matière vitale. Selon un communiqué de la présidence de la République, lors de cette réunion, le Président a instruit de « procéder à un examen, une évaluation et une défini-

tion du véritable volume de consommation quotidienne de l'eau potable, l'étude devant se faire durant un (mois au niveau des wilayas d'Alger, Oran et Constantine dans le but de revoir le plafond de production et de distribution, car le véritable chiffre indiciaire actuel est exagéré et atteint dans la capitale un million et 250 mille mètres cubes pour quatre millions de citoyens. »

Le Président a ordonné également « d'œuvrer le plus rapidement possible pour fournir toutes les capacités foncières et les conditions appropriées afin d'achever les projets des

cinq stations de dessalement d'eau de mer, dont la réalisation avait été programmée lors des précédentes réunions du Conseil des ministres. » Il a aussi instruit de « mettre en place un nouveau plan de distribution de l'eau garantissant un approvisionnement régulier, à partir du mois sacré du Ramadhan et en prévision de la saison estivale. » précise le même communiqué. Notant que ces orientations et décisions anticipatives, doivent être suivies à la lettre par les services concernés pour atteindre les buts fixés.

Sarah. Oub

AFFAIRE DU COMPLEXE GAZIER D'ARZEW

Chakib Khelil condamné à 20 ans de prison ferme

L'ancien ministre de l'Energie, Chakib Khelil, en fuite à l'étranger, a été condamné, hier, par contumace, à une peine de 20 ans de prison ferme assortie d'une amende de 2 millions de dinars. Ce verdict, prononcé par le juge du pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed, Alger, comprend aussi la confirmation du mandat d'arrêt international émis à son encontre, septembre 2019, par le procureur de la République. Cette affaire concerne le projet de réalisation du complexe gazier d'Arzew, à l'ouest du pays.



L'ancien P-dg du groupe Sonatrach, Mohamed Meziane, quant à lui, a écopé de 5 ans de prison, alors qu'une peine de 6 ans de prison a été prononcée à l'encontre de son adjoint, Abdelhafidh Feghouli, assortie d'une amende d'un million de dinars pour chacun des deux accusés. L'ensemble des accusés est poursuivi pour « dilapidation de deniers publics, abus de fonction, conclusion de marchés publics contraires à la réglementation » notamment au moment de la conclusion du marché pour la réalisation du complexe d'Arzew en 2008.

Une « affaire » lors de laquelle le Groupe italien Saipem a été privilégié sur ordre de l'ancien ministre Chakib Khelil, au détriment d'une société émiratie qui avait présenté une meilleure offre.

Pour les représentants du Groupe italien, les deux accusés Gilbert Bulato et Massimo Gallipoli Steal, ils ont écopé d'une peine de 5 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million DA chacun. Aussi, l'accusé, le dénommé Ferhat Toufik, a été condamné à 6 ans de prison assortie d'une amende d'un

million de DA. Quant aux sociétés poursuivies dans cette affaire, elles ont été condamnées à verser une amende située entre 1 et 3 milliards DA. Tout comme d'ailleurs les personnes morales et Chakib Khelil sont condamnés à verser une compensation de l'ordre de 19 milliards DA au Trésor public. A noter enfin que le juge a prononcé l'acquittement au profit de cadres des douanes et des transitaires, cités dans cette affaire.

Sarah O.

DÉCHETS FERREUX

Arrêt définitif de l'exportation

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres au cours de laquelle il a ordonné l'arrêt définitif de l'exportation des déchets ferreux, à partir de la fin mars prochain. « Le Président Tebboune a ordonné l'arrêt définitif de l'exportation des déchets ferreux, à partir de la fin mars prochain, et son orientation vers le

marché national pour appuyer l'industrie, en attendant la régulation du marché, conformément à une étude approfondie des exportations et des importations dans ce domaine », lit-on dans un communiqué de la présidence de la République. En ces sens, Abdelmadjid Tebboune a instruit le ministre de l'Industrie d'engager immédiatement un recensement des producteurs dans les wilayas connaissant une

importante dynamique industrielle, en coordination avec les walis de la République, et de procéder à un inventaire national de toutes les spécialités, catégories et nature de produits électriques en Algérie, en vue d'interdire l'importation des produits fabriqués localement, et ce en l'espace d'un mois. Il a souligné également l'impératif de travailler conformément à une politique industrielle, « à même de couvrir

les besoins du marché national en premier lieu et de l'exportation en second lieu ». Le chef de l'État a mis en avant la nécessité d'assurer une coordination permanente entre les secteurs de l'Industrie, de l'Énergie et du Commerce pour élaborer une stratégie nationale intégrée pour la relance de l'industrie électrique, selon le communiqué de la Présidence de la République.

S. Oub

BOUSLIMANI PLAIDE POUR UNE PRESSE LIBRE ET PROFESSIONNELLE

Colmater les brèches de la loi de 2012

Le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani a affirmé, hier que la révision de la loi sur l'information « est une nécessité, dictée par l'évolution de la scène médiatique et par la nouvelle Constitution ». Intervenant dans le « Forum de la Radio algérienne », le ministre a assuré que la promulgation de la nouvelle loi consacrerait un cadre idoine pour l'édification « d'une presse libre » et d'un « haut niveau de professionnalisme des journalistes ». « Le projet de loi organique relative à l'information vise à réglementer la profession et combler les lacunes de la loi 12.05 qui ne répond plus aux évolutions de la scène médiatique », a-t-il affirmé. Le ministre a annoncé, dans ce sillage, la création d'un Conseil de la presse qui viendra remplacer l'Autorité de régulation de la presse écrite qui n'a jamais vu le jour à cause, dit-il, « des textes de loi qui stipulent que les représentants des médias doivent être désignés par consensus ». Ce Conseil, prévu dans le projet de loi organique, sera composé de professionnels et de journalistes représentant toutes les catégories de médias », a-t-il fait savoir en précisant que des commissions d'éthique et de déontologie, ainsi qu'une commission de « la carte du journaliste professionnel », seront désignées en son sein pour encadrer la profession. Le ministre de la Communication a révélé que d'autres projets de loi verront le jour immédiatement après la promulgation de la nouvelle loi sur l'information pour organiser, entre autres, la publicité et les sondages d'opinion. Interrogé sur les cam-

pagnes médiatiques menées par certaines parties contre l'Algérie, le ministre a assuré que les Algériens ne se laissent plus tromper par ces mensonges proférés pour déstabiliser le pays, en appelant la presse nationale à « passer à l'offensive » pour contrecarrer ces attaques menées par les ennemis du pays. L'invité de la Chaîne 1 n'a pas manqué,

d'ailleurs, l'occasion de saluer les jeunes journalistes qui animent des médias électroniques ainsi que le reste de la presse nationale « toujours mobilisés pour constituer un front uni afin de promouvoir la véritable image de l'Algérie à l'échelle nationale et internationale ».

R. N.

DÉTOURNÉ À L'ÉTRANGER

Le navire algérien «Imedghassen» rentre au bercail

Le Procureur général près la Cour d'Alger, Mourad Sid Ahmed a annoncé, dimanche, la récupération du navire «Imedghassen», détourné à l'étranger, alors qu'il faisait l'objet d'une saisie judiciaire dans le cadre d'une enquête dans une affaire de corruption, ainsi que le placement sous mandat de dépôt du principal mis en cause, et sous contrôle judiciaire d'un autre mis en cause. Lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation des détails de l'affaire de ce navire, Sid Ahmed a précisé qu'il s'agissait là d'une affaire de «

récupération des biens et avoirs issus des affaires de corruption », affirmant que « cette affaire largement relayée sur les réseaux sociaux fait l'objet de suivi par les hautes autorités du pays ». Le Procureur général a indiqué que « la valeur de ce navire est de 18 millions de dollars et faisait l'objet de saisie suite à une enquête judiciaire dans une affaire de corruption, et voilà que l'affrètement le détourne vers l'étranger, d'où sa saisie dans un port étranger ». Les auteurs de ces actes ont été poursuivis pour « recel d'avoirs criminels issus des

affaires de corruption et du blanchiment d'argent », a fait savoir le Procureur général qui a ajouté qu'« en date du 23 janvier 2022, le juge d'instruction a ouvert une enquête sur l'affaire, suite à quoi le principal accusé qui est un directeur d'une société privée, a été placé en détention provisoire, alors qu'un autre accusé a été mis sous contrôle judiciaire ». Après une série de contentieux commerciaux et de poursuites pénales « ces efforts ont été couronnés par la récupération du navire qui a accosté dimanche au port d'Alger ».

Sarah O.

COMMUNE DE MISSERGHINE À ORAN Bras de fer pour le choix d'un nouveau maire

La commune de Misserghine est toujours sans maire malgré la tenue d'un deuxième vote des membres de l'assemblée élue, qui devaient, conformément aux dispositions de la loi, élire un président de l'assemblée communale. Depuis les élections de novembre dernier, le bras de fer continue entre Mohamed Belkacem Abdelwahab, élu sur la liste RND et le maire sortant Safa, élu lui sur la liste FLN. Le candidat RND qui a réussi, grâce à un jeu d'alliance, à s'offrir la majorité des voix des nouveaux élus est contesté par les partisans du maire sortant qui continuent de faire pression pour voir M. Safa poursuivre sa mission à la tête de l'APC. Les résultats d'un premier vote organisé au lendemain des élections pour désigner un nouveau maire n'ont pas été reconnus par le maire sortant et ses alliés ce qui a conduit le wali à confier la gestion de la commune à la Cheffe de daïra de Boutlelis dont relève administrativement cette localité. Il y a quelques jours et pour mettre fin à la situation de blocage et sur proposition du wali d'Oran un nouveau vote a été organisé. Et au grand dam du maire sortant, c'est son rival élu RND qui est une nouvelle fois adoubé, ce qui a poussé ses partisans à rejeter encore une fois les résultats. Ce nouveau bras de fer n'est pas fait pour arranger les affaires des citoyens qui affirment que les pouvoirs publics doivent s'en tenir aux résultats du dernier vote des nouveaux élus et installer le candidat RND qui a recueilli la majorité des voix des élus sur les autres listes (indépendants et El-bina). Et en attendant une réaction de la Direction de la réglementation et des l'administration générale pour avaliser ou rejeter les résultats du dernier vote des élus, la mairie est toujours gérée par la secrétaire générale et la cheffe de daïra de Boutlelis, ce qui constitue une situation qui n'arrange guère les affaires des citoyens.

Slimane B.

AÏN EL TURCK (ORAN)

Un réseau de passeurs démantelé

Les services de la sûreté de daïra d'Aïn El-Turck ont démantelé un réseau de malfaiteurs spécialisés dans l'organisation de traversées maritimes clandestines qui est composé de quatre personnes, âgées entre 30 à 38 ans, a-t-on appris de la direction de la sûreté de wilaya. L'arrestation de ces individus, a eu lieu suite à l'exploitation d'informations, faisant état d'individus s'appêtant à effectuer une traversée clandestine par mer, depuis l'une des plages d'Aïn El-Turck, a indiqué un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya d'Oran. L'opération de surveillance effectuée par les policiers s'est soldée par l'identification et l'arrestation en flagrant délit des suspects, sur le point de prendre place sur une embarcation équipée d'un moteur de 150 chevaux, transportant le matériel utilisé dans les traversées, dont trois jerricans remplis de 120 litres de carburants, et des armes blanches, note le communiqué. Une procédure judiciaire a été entamée à l'encontre des quatre personnes arrêtées, qui seront présentées devant la justice pour les délits de trafic de migrants par l'organisation de traversées clandestines, précise la même source.

Slimane B.

VIANDES ROUGES

Les prévisions prometteuses du P-DG d'ALVIAR

La principale menace qui pèse sur le cheptel est le manque d'aliment, alertent les éleveurs qui sentent cette menace également sur leur propre métier. L'inquiétude sur la préservation du cheptel algérien a été exprimée hier par le Président directeur général d'ALVIAR (Algérienne des viandes rouges), Lamine Derradji, sur les ondes de la chaîne 3 de la Radio nationale dont il était l'invité de la rédaction.

Il a fait savoir que, face à cette situation, le gouvernement a décidé en urgence d'augmenter la ration d'aliment subventionné de 300 grammes/ jour à 600 g/j par brebis. L'Algérie vit ces deux dernières années une sécheresse sur tout le territoire national, c'est-à-dire, explique Lamine Derradji, qu'il n'y a pas de parcours, pas de pâturage et même la zone steppique n'est d'aucun recours. Après une réunion avec les organisations représentatives des éleveurs, le gouvernement a donné son accord pour augmenter la ration d'aliment subventionné pour les deux mois à venir, ce qui permettra de préserver le capital ovin du pays, dont les races sont connues, comme celle de Ouled Djellal, ou la race El Hamra qui est en voie d'extinction et dont il ne reste que quelques milliers de têtes, précise le P-DG d'ALVIAR. Il cite un autre dispositif d'accompagnement des éleveurs à travers des conventions triangulaires entre ALVIAR, l'OAIC (Office algérien interprofessionnel des céréales) et la Fédération des éleveurs: l'éleveur reçoit un kg d'aliment concentré, à base d'orge, pour chaque tête de cheptel; en contre-partie, il livre la totalité de sa production à ALVIAR qui la destine à la vente directe au consommateur. Ainsi, fait-il observer, la subvention accordée à l'éleveur sera répercutée sur le kg de viande rouge vendu au consommateur. Selon lui, ce dispositif permet d'éviter la spéculation.

L'aliment composé d'orge subventionné est cédé aux éleveurs à 2600 DA le quintal,



PH: DR

contre 5000 à 6000 DA sur le marché informel. Il fait observer que le coût réel de l'orge sur les marchés mondiaux dépasse les 4000 DA, alors que l'État aux éleveurs à 2000 DA. D'après le P-DG d'ALVIAR, ce dispositif devrait permettre d'avoir des statistiques exactes, notamment sur les vrais éleveurs par rapport aux éleveurs «saisonniers» qui travaillent pour le mois de Ramadhan ou pour l'Aïd et qui achètent à des prix bas chez les vrais éleveurs puis revendent après deux ou trois mois en enflamment les prix. Autrement dit: l'éleveur qui travaille toute l'année dans ce secteur est pénalisé par le parasite qui fait des profits grâce à une «opportunité d'affaire», sans qu'il soit inquiet. En deux mois, le dispositif de convention triangulaire a déjà attiré quelque 200 éleveurs adhérents, ce qui représente un cheptel de plus de 20 000 têtes.

Selon les dernières statistiques, données par Lamine Derradji, il y a 31 millions de têtes d'ovins, dont 19 millions de brebis reproductrices. Quant au nombre d'éleveurs, il est entre 20 000 et 25 000, parmi lesquels les saisonniers. Il affirme que l'opération va continuer selon un programme qui

va durer dans les années à venir.

RAMADHAN : LE KILO DE VIANDE NE DEVRAIT PAS DÉPASSER 1 300 DA

Bonne nouvelle : pendant le mois de Ramadhan, ALVIAR commercialisera la viande rouge à travers un dispositif spécial comprenant 150 points de vente sur le territoire national avec un prix du kilogramme qui ne devrait pas dépasser 1.300 DA pour la viande ovine et 1.200 DA pour la viande bovine, a indiqué Lamine Derradji. Cela suffira-t-il à neutraliser les spéculateurs qui seront sur tous les produits fortement demandés durant le Ramadhan? A propos de la préservation du cheptel, Lamine Derradji fait savoir qu'il y a un programme ministériel pour la reproduction et la sauvegarde du cheptel. Il faut, conclut-il, revenir aux fermes pilotes, projets intégrés de l'amont à l'aval, et aux coopératives qui existaient dans les années 1970. Un projet de plus de 40 000 têtes de brebis reproductrices sur plus de 10 000 hectares, sera lancé à Bougtob (El Bayadh) en partenariat avec un Groupe algérien. Ce modèle sera étendu à d'autres wilayas.

M'hamed Rebah

PRISE EN CHARGE DES ENFANTS CANCÉREUX

Appel à la création de centres régionaux spécialisés

Pr Nabila Bouterfas, chef de service Oncologie pédiatrique à l'Établissement hospitalier universitaire (EHU) Hassani Issaad, a appelé à la création de centres régionaux spécialisés dans la prise en charge du cancer de l'enfant à travers le pays, soulignant que les grands hôpitaux ne sont plus en mesure de satisfaire la demande croissante. Revenant sur l'unité d'oncologie pédiatrique à l'EHS "Pierre et Marie Curie" à Alger, la spécialiste a fait savoir que la structure «ne dispose pas d'un nombre suffisant de lits et de fauteuils pour l'hôpital de jour», soulignant la nécessité de lancer un «plan national d'oncologie pédiatrique». De son côté, Pr Fatiha Gachi, cheffe de service oncologie pédiatrique à l'EHS PMC, a fait état de 2000 nouveaux cas de cancers de l'enfant enregistrés chaque année en Algérie, dont la leucémie, le lymphome, les tumeurs du cerveau et des os, ainsi que d'autres tumeurs bénignes, la plupart étant guérissables si elles sont diagnostiquées et prises en charge tôt. Mme. Gachi explique que

la prévalence du cancer chez l'enfant est principalement due à des facteurs génétiques, alors que chez l'adulte, les facteurs environnementaux et d'autres facteurs liés à l'hygiène de vie sont en cause. Saluant le lancement, par l'Institut national de santé publique (INSP), du Registre national d'oncologie pédiatrique en 2016, dans le cadre du premier plan national de lutte anti-cancer 2015/2019,

la spécialiste a toutefois souligné que la pandémie de Covid-19 a été préjudiciable aux patients regrettant que leur prise en charge intervienne à un stade avancé de la maladie.

De plus, les cancéreux souffrent fréquemment de ruptures médicamenteuses, malgré les efforts déployés par la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) mais qui restent "insuffisants", selon elle. Avec l'ouverture prochaine

d'un service d'oncologie pédiatrique au CHU Lamine Debaghine (Ex-Maillot), Pr. Gachi prévoit une atténuation de la pression sur les services des structures hospitalières en charge de cette pathologie, quand bien même les prestations demeurent "en deçà du niveau requis vu le nombre de cas enregistrés chaque année", a-t-elle conclu.

R. S.

"Il a été décidé d'annuler la condition de présenter un test Covid-19 à condition de respecter strictement le protocole sanitaire à travers la mesure de la température des candidats avant l'accès aux salles d'examen et la mise en quarantaine des cas suspects dans des salles spéciales, ainsi que le port des masques durant les examens", a-t-il fait savoir. Cette décision a été prise suite à l'amélioration de la situation sanitaire, stable relativement, a ajouté Benziane qui a rappelé que le Premier ministre avait émis "une instruction permettant la programmation de rencontres et des journées d'études dans le cadre du strict respect du protocole sanitaire".

APS

GESTE DU PRÉSIDENT TEBBOUNE EN PRÉVISION DU 25E SILA

Les maisons d'édition exonérées des frais de location des stands

Le Salon international du livre d'Alger (SILA) dans sa 25e édition, prévu prochainement, aura la particularité de jouir des «grâces» du président de la République lui-même. Et pour cause, dans un geste symbolique en faveur des participants, Abdelmadjid Tebboune a décidé d'exonérer les maisons d'édition des frais inhérents à la location des stands. C'est ce qu'a annoncé hier dans un communiqué le ministère de la Culture, précisant que dans le cadre des préparatifs pour l'organisation de la 25e édition

du SILA, dont il confirme la tenue du 24 au 31 mars 2022, «le président Abdelmadjid Tebboune a décidé d'exonérer toutes les maisons d'édition participantes à cette édition des frais de location des stands», pouvait-on lire dans le communiqué. Le ministère de la Culture a expliqué que cette mesure intervient au vu de la crise sanitaire mondiale de la Covid-19, qui a été à l'origine du report de l'organisation de cette manifestation internationale du livre et dont beaucoup d'éditeurs de livres ont été affectés. «Cette mesu-

re, estime la même source, découle aussi de la volonté de l'État de promouvoir et de développer la production culturelle, notamment le livre, pour favoriser la lecture» Par ailleurs, l'organisation nationale des éditeurs de livres (ONEL), a demandé le report de la 25ème édition du SILA, à cause de la pandémie de Covid-19. Déjà reportée deux fois, l'affaire ne semble pas arranger les maisons d'édition, qui ont appelé à reporter cette manifestation.

F. G.

UKRAINE

Scholz demande à Moscou «des signes immédiats de désescalade»

Le chancelier allemand, Olaf Scholz, a demandé lundi à la Russie des «signes immédiats de désescalade» avant de se rendre à Kiev, puis à Moscou, pour tenter de désamorcer la menace d'une invasion russe de l'Ukraine, une crise russo-occidentale d'une ampleur jamais vue depuis la fin de la Guerre froide. «Nous attendons de Moscou des signes immédiats de désescalade», a déclaré dans un tweet M. Scholz, estimant qu' «une nouvelle agression militaire aurait de lourdes conséquences pour la Russie», qualifiant la situation de «toujours très très sérieuse».



Ph. : DR

Les autorités ukrainiennes ont quant à elles officiellement réclamé que la Russie s'explique sur le déploiement de dizaines de milliers de soldats aux frontières de l'Ukraine, ce à quoi elle s'est jusqu'ici refusée. Avec ses rendez-vous à Kiev et au Kremlin, M. Scholz suit de son côté les pas la semaine dernière du président français Emmanuel Macron pour garder en vie l'espoir d'une solution diplomatique. Les États-Unis martèlent, pour leur part, à l'envie que la Russie pourrait envahir l'Ukraine «à tout moment», et une kyrielle de nations ont appelé leurs ressortissants à quitter au plus vite le territoire ukrainien. Souvent accusée d'être trop complaisante envers Moscou du fait de ses intérêts économiques, l'Allemagne a haussé le ton dimanche. «Nous sommes au beau milieu d'un risque de conflit militaire, de guerre en Europe orientale, et c'est la Russie qui en porte la responsabilité», a déclaré le président allemand Frank-Walter Steinmeier. La situation est désormais «critique, très dangereuse», a estimé une source gouvernementale allemande.

DERNIÈRE CHANCE

Le déplacement d'Olaf Scholz à Moscou est «probablement la dernière chance» d'obtenir la paix, a du coup jugé dimanche soir l'ambassadeur d'Ukraine en Allemagne Andrii Melnik sur la chaîne allemande Bild TV. «Nous avons le sentiment qu'une guerre devient de plus en plus inévitable», il faut se préparer «au pire», a-t-il dit. La Russie, qui a déjà annexé la Crimée en 2014 et soutient des séparatistes armés pro-russes dans l'Est de l'Ukraine, nie toute velléité agressive à l'encontre de ce pays, mais lie la désescalade à une série

d'exigences, notamment à l'assurance que celui-ci n'adhèrera jamais à l'Otan. Une condition que les Occidentaux jugent inacceptable. M. Scholz a prévenu que des sanctions occidentales dévastatrices seraient «immédiates» en cas d'invasion russe, des menaces qui ont laissé Moscou de marbre jusqu'ici. Un des sujets que les Américains ont mis sur la table malgré les réticences allemandes est l'avenir de Nord Stream 2, un gazoduc controversé construit pour transporter de Russie vers l'Allemagne du gaz russe en contournant l'Ukraine. Par ailleurs, les critiques pleuvent sur Berlin face à son refus de livrer des armements aux Ukrainiens. «Je demande officiellement à nos partenaires de trancher pour savoir de quel côté ils sont : celui de l'Ukraine qui se défend ou de l'agresseur», a déclaré dans un entretien avec l'AFP la semaine dernière le maire de Kiev et ex-champion de boxe Vitali Klitschko qui a longtemps vécu en Allemagne et y demeure une célébrité. Les tensions sont à leur comble, avec plus de 100 000 militaires russes massés à proximité de la frontière orientale de l'Ukraine et d'autres faisant des manoeuvres tous azimuts au Bélarus, au Nord, et en Mer Noire, au sud.

BIDEN INVITÉ À KIEV

Dans une conversation téléphonique dimanche soir, le président américain Joe Biden et son homologue ukrainien sont convenus de poursuivre «diplomatie» et «dissuasion» face à Moscou. M. Zelensky a également invité M. Biden à se rendre dans son pays : «Je suis convaincu que votre visite à Kiev dans les prochains jours (...) serait un signal fort et contribuerait à

stabiliser la situation». Le Premier ministre britannique Boris Johnson compte quant à lui se rendre en Europe du Nord, notamment dans les États baltes, cette semaine pour poursuivre ses efforts diplomatiques. L'Ukraine a exigé pour sa part une réunion urgente avec la Russie, l'accusant d'avoir enfreint les règles de l'OSCE en ne partageant pas d'informations sur ses déplacements massifs de soldats à la frontière ukrainienne. Le chef de la diplomatie ukrainienne, Dmytro Kouleba, a affirmé que Moscou avait ignoré une demande de Kiev concernant le Document de Vienne, un texte de l'OSCE qui promeut des mesures de transparence entre les forces armées des 57 pays membres de cette Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. «Nous passons à l'étape suivante. L'Ukraine convoque une réunion avec la Russie et tous les Etats membres (de l'OSCE) sous 48 heures pour évoquer le renforcement et les déplacements des troupes russes le long de notre frontière et en Crimée occupée», a-t-il dit. De nombreux pays ont prié leurs ressortissants de quitter l'Ukraine ou ont commencé à évacuer leurs ambassades. Et la compagnie néerlandaise KLM a suspendu ses vols dans l'espace aérien ukrainien.

YÉMEN

La situation du pays au centre d'une réunion du Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité des Nations unies tiendra mardi une nouvelle session pour discuter de la situation au Yémen, lors de laquelle l'envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen, Hans Gordenberg, informera le Conseil des derniers développements de la situation dans ce pays, en conflit depuis 2015. L'émissaire onusien informera les membres du Conseil de sécurité des résultats des contacts qu'il a eus récemment avec les représentants des autorités légitimes et du mouvement armé «Ansarullah», appelé également (Houthis), tandis que le Coordonnateur humanitaire, présentera un rapport sur la situation humanitaire, à la lumière de la réduction de l'aide à 11 millions de Yéménites, à partir de fin février faute de financement.

Par ailleurs, le Conseil de sécurité devrait également prendre note de l'évolution de la situation du navire «Safer», après l'obtention par les Nations unies de l'accord du gouvernement yéménite et des Houthis sur une proposition de déchargement de sa cargaison de pétrole brut vers un autre navire pour éviter son explosion, a-t-on fait savoir. Selon des sources gouvernementales, les membres du Conseil entendront ensuite à huis clos le rapport du Comité international des sanctions, où l'organe onusien devrait approuver le maintien des sanctions contre ceux qui font obstruction à un règlement politique de la crise yéménite.

Ces sources n'ont pas exclu une proposition visant à ajouter de nouveaux membres du mou-

vement armé des Houthis à la liste des sanctions.

Depuis le début de l'année dernière, 16,2 millions de personnes, soit l'équivalent de la moitié de la population du Yémen, souffrent d'insécurité alimentaire, dont 47 000 vivent dans des conditions proches de la famine, d'après l'ONU.

Le Yémen est en proie à un conflit armé entre les forces pro-gouvernementales soutenues par une coalition militaire arabe dirigée par l'Arabie saoudite, et les Houthis, qui contrôlent plusieurs villes dont la capitale, Sanâa, depuis septembre 2014.

En novembre dernier, les Nations unies ont annoncé que la guerre au Yémen aurait tué 377 000 personnes directement et indirectement.

PALESTINE

L'UE exprime sa préoccupation des développements à Sheikh Jarrah

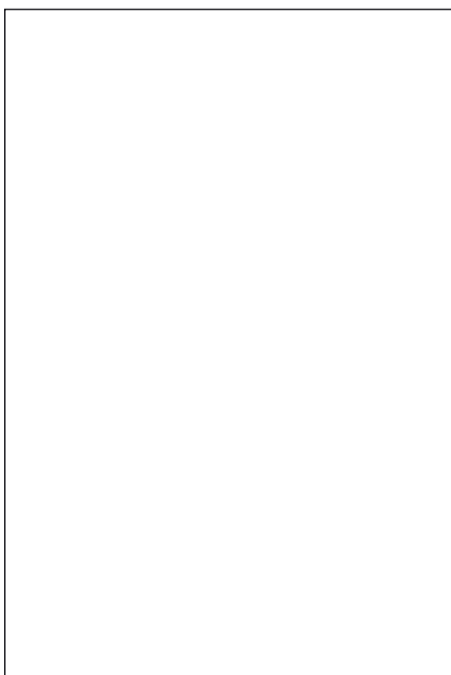
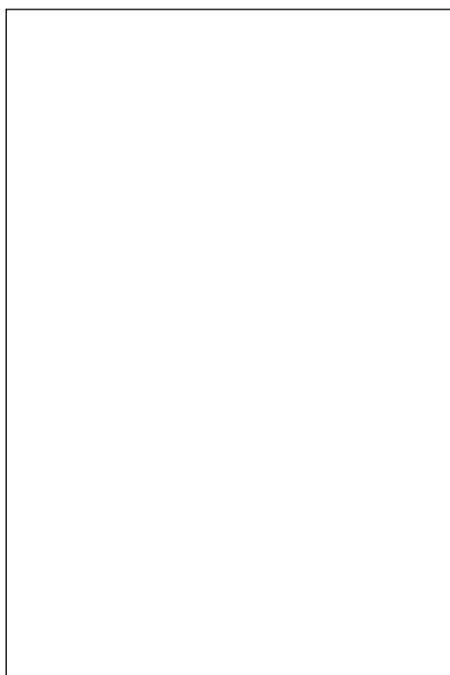
L'Union européenne (UE) a exprimé sa préoccupation quant aux développements actuels dans le quartier de Sheikh Jarrah à El-Qods-Est occupée et la répression qui a fait de nombreux blessés parmi les Palestiniens. «La violence des colons et les provocations irresponsables ainsi que les autres procédures de l'escalade dans la région augmente la tension et doit s'arrêter», a indiqué l'UE dimanche. Des colons ont attaqué dimanche soir des maisons Palestiniennes du quartier Sheikh Jarrah, blessant un certain nombre de ses habitants.

CISJORDANIE

Un jeune Palestinien tué par l'armée d'occupation sioniste

Un Palestinien âgé de 17 ans a été tué par l'armée d'occupation sioniste près de Jénine, en Cisjordanie, selon le ministère palestinien de la Santé. La même source a précisé que le jeune Mohamed Abou Salah a été tué par les soldats de l'occupation dans le village de Silat al-Harithiya. Mardi dernier, trois Palestiniens ont été tués par des soldats de l'occupation sioniste dans la ville de Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie. Le ministère palestinien de la Santé avait indiqué dans un communiqué que les soldats de l'occupation avaient abattu trois hommes palestiniens dans la ville. Des affrontements avec l'armée de l'occupation éclatent régulièrement en Cisjordanie, territoire palestinien occupé depuis 1967 par l'Entité sioniste, en marge de manifestations contre la colonisation israélienne ou d'arrestations dans des localités palestiniennes par les forces de l'occupation israéliennes.

PUB



S T R O P S

CRAIGNANT SON DÉPART L'ÉTÉ PROCHAIN

Milan AC offre un salaire de 3,2M€ à Bennacer pour le garder

Recruté il y a maintenant trois ans en provenance d'Empoli, le Milan AC a vu l'international algérien, Ismail Bennacer, rapidement s'imposer comme un patron dans l'entrejeu et, logiquement, le club s'apprête à prolonger son contrat.

Les Rossoneri ont misé un peu plus de 16M€ sur le milieu de terrain algérien au sortir d'une CAN 2019 stratosphérique et à partir de là, il est en train de s'illustrer sous le maillot Rouge et Noir de Milan. Bennacer a été annoncé dans le viseur de beaucoup de clubs surtout qu'il n'avait pas de nouvelles de la part de sa direction concernant une prolongation de contrat. Voyant Manchester City, l'Inter Milan ou encore le PSG roder autour de lui, les dirigeants milanais ont rapidement repris les choses en main.

À cet effet, des sources médiatiques proches du club milanais annoncent que Bennacer va bientôt signer son nouveau contrat avec le Milan jusqu'en 2026 avec une belle revalorisation à la clé puisque désormais, il devrait toucher un salaire annuel de 3,2M€ nets.

Il faut dire qu'à l'instar de toutes les autres vedettes de la sélection algérienne, l'ancien joueur d'Arsenal n'a pas brillé lors de la précédente CAN, valant à la sélection nationale de sortir de la compétition dès le premier tour, ce qui a constitué du reste une énorme surprise.

Mais il semble bien que Bennacer a



Phs : DR

réussi vite à se relever de ce fiasco. La preuve, depuis qu'il a réintégré les rangs de son club après son retour du Cameroun, il ne cesse d'enchaîner les bonnes prestations.

La dernière en date, samedi passé en championnat de Série A face à la Sampdoria. Dans ce match, le Dynamo des Verts a été crédité d'une prestation presque sans faute durant sa présence sur le terrain avec notamment 39 passes

réussies sur les 40 effectuées, pour 6 duels gagnés et 2 ballons interceptés. De quoi confirmer son retour en force, ce qui devrait naturellement réjouir au plus haut point le sélectionneur national, Djamel Belmadi, en prévision de la double confrontation contre le Cameroun lors de la dernière semaine de mars pour le compte des barrages qualificatifs pour la coupe du monde de 2022.

Hakim S.

YARICHÈNE NE FAIT PAS MIEUX QUE MELLAL À LA JS KABYLIE

Quand le nerf de la guerre vient à manquer !

Le club le plus titré en Algérie, en l'occurrence, la JS Kabylie, vit une crise inédite à tous les niveaux. L'arrivée d'une nouvelle direction, il y a quelques mois, conduite par Yazid Yarichène, n'a rien changé dans le sort du club qui continue de broyer du noir.

Il est vrai que la JSK connaît des tiraillements, des luttes intestines et une instabilité depuis plusieurs années, avec parfois des interférences de la rue qui n'arrangent rien, mais son problème premier, celui justement qui empêche la sérénité de revenir au sein du club, c'est celui du financement. C'est du moins, ce que s'accordent à dire tout le monde dans la famille kabyle.

Le nerf de la guerre manque à la JSK à cause du climat économique général de la région et du pays, et faute aussi de règles du jeu faussées par l'Etat lui-même qui finance une poignée de clubs sans les autres.

Chérif Mellal a dirigé le club pendant trois ans et a fait de bons résultats sur le plan sportif (atteignant



notamment la finale de la coupe de la CAF), mais il lui a été reproché à juste titre d'avoir échoué à trouver des sources pérennes de financement.

Sous son règne, les joueurs ont fait grève à plusieurs reprises, une première dans l'histoire du club. C'est le principal grief retenu pour le destituer et introniser Yazid Yarichène qui a promis de remédier à la situation.

Six mois après, le nouveau

président se retrouve dans une situation similaire, peut-être pire que celle de son prédécesseur. La nouvelle équipe dirigeante a donné l'illusion d'avoir réglé les soucis financiers du club en faisant signer quelques joueurs « cotés », mais il s'avérera très vite qu'elle n'a pas les moyens de sa politique.

Il est vrai, elle a hérité d'une situation difficile et la transition ne s'est pas faite dans les meilleures condi-

tions. Yarichène et les autres actionnaires ont peut-être mis la main à la poche pour faire démarrer la machine, mais ils ne pouvaient pas le faire indéfiniment et supporter toutes les charges d'un club de l'envergure de la JSK.

Malgré les bons résultats enregistrés en championnat, les supporters ont compris que la situation n'est pas près de se régler en voyant leur équipe évoluer avec un maillot immaculé.

La JSK n'a aucun sponsor et ça aussi, c'est une première dans l'histoire du club. Et elle est appelée à disputer les titres à des équipes prises en charge totalement par des entreprises publiques comme Sonatrach, autant dire par l'argent public.

C'est là que réside le véritable problème de la JSK, se plaint-on encore dans le camp des Canaris, ajoutant qu'il est inconcevable que presque tous les grands clubs du pays soient mis à l'abri du besoin et pas le plus grand d'entre eux. Une injustice que les autorités sont appelées à réparer au plus vite.

H. S.

BOUIRA. ZONES D'OMBRE

Plus de 450 projets lancés en 2021

Plus de 450 projets de développement ont été lancés au profit des zones d'ombre de Bouira, durant l'année 2021, pour une enveloppe financière de plus de 2,7 milliards de dinars, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la wilaya.

Le nombre total de projets de développement lancés en 2021 au profit des zones d'ombre de la wilaya est de l'ordre de 454 projets touchant à différents secteurs", a expliqué à l'APS la chargée de communication de la wilaya, Mme Djamilia Nouri. Plus de 2,7 milliards de dinars avaient ainsi été alloués pour la réalisation de ces opérations portant, notamment, sur l'alimentation en eau potable, le désenclavement, la réhabilitation des routes, ainsi que sur le raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz et la réhabilitation de quelques structures de santé, a détaillé Mme Nouri. Selon le bilan général présenté, récemment, par les services de la wilaya, pas moins de 844 projets ont été lancés en 2020 et 2021 avec un taux de réalisation de 95,44 %. Sur ce nombre d'opérations (844), "755 projets ont été déjà réalisés et achevés tandis que le restant des opérations est en cours d'achèvement", a pré-



Ph: DG

sé la chargée de communication de la wilaya. Plusieurs espaces et salles de sport, ainsi que l'éclairage public, ont été réalisés dans le cadre de ces programmes destinés à améliorer les conditions de vie des populations des zones enclavées, à travers le territoire de la wilaya, a-t-on signalé. Le wali Lakehal Ayat Abdeslam, avait indiqué, dans une déclaration précédente que la priorité des autorités de la wilaya est de "travailler davantage pour répondre aux préoccupations des

citoyens de ces régions enclavées, afin d'améliorer leur cadre de vie". Les autorités locales de la wilaya axent tous leurs efforts pour, surtout assurer une alimentation en eau potable "stable" au profit de plusieurs zones éloignées, dont, Lakharia, Sour El-Ghouzlane et Kadiria, touchées par une crise aiguë d'alimentation en eau potable l'été dernier. Dans ce cadre, le premier magistrat de la wilaya a donné des instructions aux services concernés pour trouver des solutions palliatives, après la baisse sensible du volume d'eau du barrage Koudiet Acerdoune. Des dizaines de puits et de sources ont, d'ailleurs, été réhabilités pour combler le déficit enregistré en la matière, dans ces régions, rappelle-t-on.

M'SILA. DSA

600 quintaux de son cédés au prix subventionné

Une quantité de 600 quintaux de son a été cédée récemment au prix subventionné aux professionnels de l'élevage camelin activant à M'sila, ont annoncé lundi les services de la wilaya. L'opération, faisant suite à une instruction du wali Abdelkader Djellaoui, consiste à aider les 50 éleveurs de la filière que compte la wilaya, avec un troupeau de 1 450 camélins, pour faire face au manque de fourrage, ont noté les services de la wilaya de M'sila. Cédés au prix réglementaire de 2 300 DA le quintal, ces 600 quintaux (60 tonnes) de son font partie d'une quantité globale de 2 300 quintaux (qx) saisis durant les trois dernières semaines suite à des opérations visant à lutter contre la spéculation commerciale, a noté la même source, indiquant que la quantité saisie a été remise à l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI). L'élevage camelin est localisé essentiellement dans les communes de Sidi Aïssa, Khettouti Sed El-Djir, Souamaâ, Chellal, Ouled Madhi et M'sif, a souligné la même source, ajoutant que la distribution de cette quantité de son aux professionnels de l'élevage camelin contribuera à alléger les charges liées à cette activité et à les accompagner dans le cadre de la diversification de la production des viandes rouges dans la wilaya de M'sila. La quantité distribuée constitue un appui pour valoriser de nouveau l'élevage camelin entré depuis les années 1960 dans une phase de marasme, ont rappelé les mêmes services, expliquant que M'sila constitue la destination préférée des adeptes de viande et de lait camelin.

TIMIMOUN. APW

Présentation d'un projet de mini-stations de traitement des eaux usées

Un projet de création de mini-stations de traitement des eaux usées a été présenté aux élus locaux de Timimoun, afin de montrer l'intérêt et les avantages de ce type d'ouvrages pour la préservation de l'environnement et la réutilisation des eaux traitées dans l'irrigation, a-t-on appris lundi auprès de l'Assemblée populaire de wilaya. La société "Envirostep", spécialisée dans le traitement écologique des eaux usées a fait une présentation détaillée, devant les élus communaux et de wilaya, du mode de fonctionnement de ces petites unités de traitement des eaux usées et leur intérêt pour lutter contre les désa-

gréments causés par l'exutoire. Ami de l'environnement et économique, ce projet ne nécessite ni énergie ni maintenance régulière, tout comme il n'impose pas de produits chimiques et ne cause pas de nuisances et d'odeurs durant l'opération de traitement, a expliqué le directeur de la société, Habib Merabet. Une fois traitées, les eaux peuvent être réutilisées dans l'irrigation agricole et la revivification des palmeraies de "l'Oasis rouge" (Timimoun), en plus de préserver les nappes hydriques souterraines et de protéger l'environnement, a expliqué M. Merabet. Le projet est déjà utilisé en Algérie, à

travers 32 stations du type, installées dans différentes wilayas, notamment par des entreprises pétrolières à Hassi-Messaoud (Ouargla) et Reggane (Adrar), au vu de son intérêt pour le traitement des déchets liquides et leur transformation en eaux réutilisables, selon les explications fournies. Les élus locaux ont montré, pour leur part, un intérêt à ce genre de projets environnementaux permettant de remédier aux désagréments de l'exutoire des eaux usées, notamment en période estivale, avec les odeurs nauséabondes et la prolifération de moustiques, sans compter les problèmes d'allergies.

PUB

OUARGLA. EPH-MOHAMED BOUDIAF

Journées médico-chirurgicales pluridisciplinaires

Une série d'interventions en chirurgie réparatrice et de consultations sont au programme des journées médico-chirurgicales pluridisciplinaires, ouvertes lundi à l'Etablissement public hospitalier "EPH-Mohamed Boudiaf" à Ouargla, a-t-on appris des organisateurs. L'opération concerne des interventions en chirurgie réparatrice pour plus de 300 personnes atteintes de brûlures et de malformations congénitales, et d'autres liées à la reconstruction mammaire destinées aux femmes après un cancer du sein, alors que 68 enfants autistes vont bénéficier de consultations médicales, dans le cadre de cette initiative qui s'étalera sur quatre jours (14-17 février), a-t-on précisé. Encadrées par des praticiens spécialistes étrangers (France, Belgique et Canada), sous la conduite du Pr. Remy Zillox,

en collaboration avec des médecins et paramédicaux locaux, ces journées médico-chirurgicales constituent l'opportunité d'organiser aussi des rencontres de formation sur les nouveautés dans le domaine médical en rapport avec les bonnes pratiques de prise en charge des enfants autistes et les patients souffrant de brûlures, a déclaré Salah Smaïl, directeur de la structure hospitalière. Organisée conjointement par l'EPH-Mohamed Boudiaf et l'association locale "El-Rahma" des implantés cochléaires, en coordination avec l'Association du savoir de l'échange dans le domaine médical, cette mission médicale a pour objectif de contribuer au renforcement de l'accès aux soins et le rapprochement des prestations médicales spécialisées des patients de la région.

CONSTANTINE. 2ÈME SALON NATIONAL DES CONSTRUCTIONS MODERNES ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

Plus de 50 exposants attendus

Plus de 50 exposants représentant plusieurs secteurs d'activités en rapport avec l'habitat, la construction et les nouvelles technologies prendront part à la 2ème édition du Salon national des constructions modernes et des nouvelles technologies "BUILTEC 2022" devant avoir lieu du 20 au 23 février courant à Constantine, ont annoncé dimanche les organisateurs.

La manifestation qui se veut un carrefour d'échanges d'expériences et de réflexions autour de la thématique du bâtiment et les perspectives de sa modernisation en Algérie, au moyen des nouvelles technologies, sera organisée sous le patronage du ministère de la Numérisation et des Statistiques et du wali de Constantine Messaoud Djari", a précisé dans une conférence de presse Seif Eddine Salhi, directeur de la Société "Media Smart", initiatrice de l'évènement. Placé sous le slogan "La technologie au service de la construction", le Salon national "Builtec 2022", destiné principalement aux professionnels des travaux publics, du bâtiment et des énergies renouvelables, vise à "ancrer l'esprit d'innovation dans ces secteurs clés pour être au diapason des évolutions mondiales réalisées en la matière et à répondre également aux exigences de la vie moderne", a indiqué à la presse l'intervenant. L'évènement verra la participation d'acteurs de différents secteurs d'activités comme ceux des matériaux de construction, la voirie et réseaux divers, les équipements et l'outillage, le matériel de sécurité et autres services en rapport avec la promotion immobilière, les laboratoires d'essais et de contrôle, ainsi que la maîtrise d'ouvrages professionnels, entres autres. Selon Abdelkrim Langar, cadre au sein de la Société "Media Smart", des professionnels du bâtiment venus des quatre coins du pays, des représentants du Centre de développement



des énergies renouvelables (CDER), de l'université Constantine-3 et du Conseil national de l'ordre des architectes (CNOA), prendront part au Salon où plus de 5.000 visiteurs sont attendus, selon les prévisions arrêtées par la Société organisatrice. L'évènement sera marqué par des séances techniques encadrées par des experts du domaine du bâtiment qui développeront les aspects liés à l'utilisation de la technologie dans la construction, en plus de conférences sur l'utilisation des techniques numériques dans la préservation du patrimoine (cas d'expériences réalisées par des universitaires via la technique 3D sur le site de Djemila à Sétif), a ajouté l'intervenant. Une exposition sur la ville intelligente (cas de la ville de Sidi Abdellah, première ville intelligente en Algérie) est également au menu de cette manifestation, a fait savoir M. Langar qui a affirmé que la Société "Media Smart" s'emploie à contribuer à l'essor des entreprises et des acteurs du bâtiment à travers la facilitation des contacts en vue de nouer des partenariats mutuellement fructueux. Des solutions pour une maison intelligente et autres solutions pour des constructions

adaptées au mode de vie des nomades, seront présentées également au cours du Salon qui sera mis à profit pour présenter la solution du béton lumineux pour un cadre de vie moderne, a-t-il souligné. Au terme de la conférence de presse, une convention de partenariat a été signée entre "Media Smart" et la Société d'exposition internationale Gabes de Tunisie. Cette convention vise la mise en place d'une plateforme économique commune permettant d'investir le marché africain et le développement de l'industrie des expositions dans les pays du Maghreb, selon le président-directeur général du partenaire tunisien, Zoheir Benatmane, qui s'exprimait en visioconférence.

PUB

MILA. FONCIER INDUSTRIEL

Récupération de 78 parcelles inexploitées

La Direction de l'industrie de la wilaya de Mila a récupéré jusqu'au mois de février courant un total de 78 parcelles de foncier industriel inexploitées, a-t-on appris dimanche auprès de cette direction. Dans une déclaration à l'APS le directeur local de l'industrie, Brahim Boulekroun a fait état de 42 parcelles récupérées au niveau du parc industriel de Bougrana dans la commune de Chelghoum Laid, 16 au niveau de zones d'activités de plusieurs communes et 20 situées en dehors des zones d'activités. Cette récupération de parcelles inexploitées a été effectuée conformément aux procédures légales dans le cadre du travail d'une commission de wilaya qui a mené des inspections sur le terrain et constaté "le manque de sérieux" des investisseurs qui en étaient bénéficiaires depuis plusieurs années, a déclaré M. Boulekroun. Ce travail a permis de récupérer une superficie totale de 18 ha de foncier industriel par annulation des arrêtés d'attribution par le wali Abdelouahab Moulay dans le cas des investisseurs n'ayant encore pas obtenu les actes de concession, ou par voie de justice pour ceux ayant obtenu les actes de concession, a soutenu la même source. Ces lots récupérés seront réattribués à d'autres investisseurs, a-t-on indiqué, précisant que ses services ont recensé à la fin de l'année dernière 750 demandes de parcelles de terrain pour des projets d'investissement ce qui a induit un "nombre de demandes dépassant l'offre disponible". À noter que 345 de ces demandes concernent le parc industriel de Bougrana à Chelghoum Laid, 89 concernent la zone d'activités d'Oued Seggane, 46 la zone d'activités de Tadjenanet, 4 la zone des activités de Chelghoum Laid et 265 demandes en dehors des zones d'activités.

TLEMCCEN. ENVIRONNEMENT

Création d'un premier club vert au CEM "Ibn Khaldoun"

La maison de l'environnement de Tlemccen vient de créer, en collaboration avec la direction du CEM "Ibn Khaldoun", un premier club vert dans l'optique de renforcer l'éducation environnementale, a-t-on appris dimanche de sa directrice, Dib Fatima Zohra. Les premières activités de ce club se sont déroulées au sein de cet établissement scolaire en fin de semaine écoulée, en présence de nombreux élèves et du staff pédagogique et ont porté particulièrement sur les zones humides en Algérie, notamment à Tlemccen, à l'occasion de la célébration début février de la journée mondiale des zones humides, a indiqué la responsable de la maison de l'environnement. Des exposés sur le potentiel environnemental de la wilaya ont été présentés par des élèves, ainsi

qu'une pièce théâtrale s'articulant autour de l'importance de l'environnement et la nécessité de le protéger contre toutes les formes de pollution et de dégradation. Une opération de plantation d'arbustes a été également organisée au plateau de Lalla Setti, selon la même source. La création de clubs verts au niveau des établissements scolaires et universitaires est l'un des objectifs de la maison de l'environnement devant sensiblement contribuer à la protection de l'environnement et sa promotion, qui constitue une des missions principales de cette nouvelle structure environnementale, a-t-on souligné. D'autres activités pédagogiques (expositions, ateliers de dessins, des conférences) sont prévues au niveau du siège de cette maison de l'environnement, en collaboration avec des clubs verts

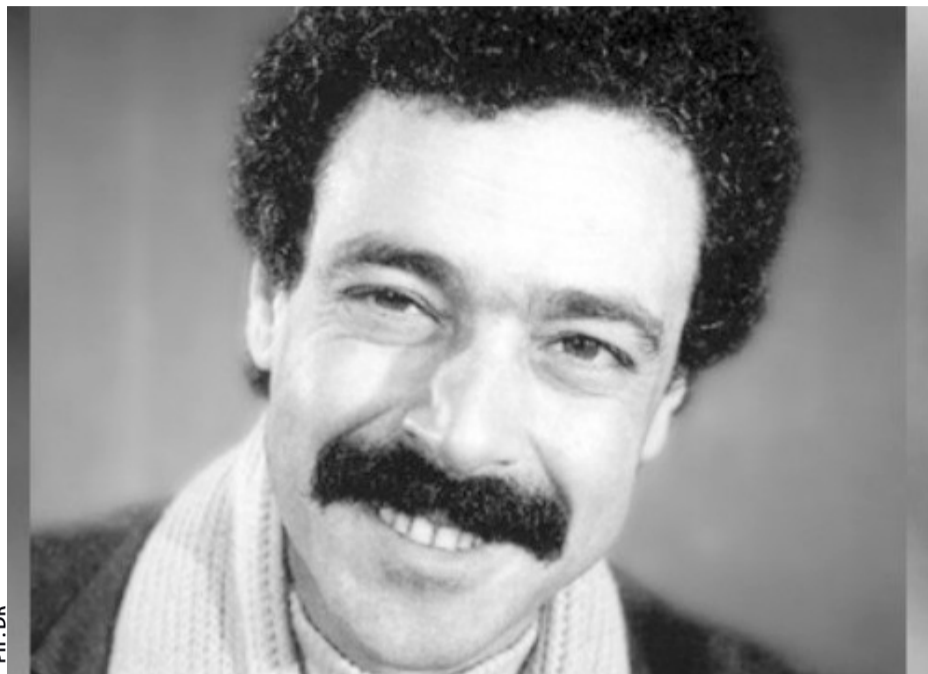
et les associations activant dans ce domaine, dans le but évident de sauvegarder et de protéger l'environnement qui subit régulièrement des agressions de toutes formes, a-t-on ajouté. Cette nouvelle structure du secteur de l'environnement propose aussi des sessions de formation sur divers thèmes ayant trait à l'environnement afin de contribuer à la sensibilisation des enseignants et des citoyens de manière générale, dans le sens de mieux contribuer à la prise en charge des questions environnementales, selon la même source, qui a rappelé que son établissement est un outil clé pour la mise en œuvre de stratégies liées à l'environnement et au développement durable visant à servir les ambitions sociales, économiques et environnementales à l'échelle régionale et nationale.

27 ANS APRÈS SA MORT

Azeddine Medjoubi demeure une icône du quatrième art

Vingt-sept ans après sa disparition, Azeddine Medjoubi l'un des noms illustres du théâtre algérien, lâchement assassiné par le terrorisme, qui a marqué de son empreinte la mémoire collective, demeure toujours un modèle, par sa voix exceptionnelle et sa présence imposante sur scène, pour la nouvelle génération de comédiens de théâtre, "père des arts".

Un 13 février 1995, Azeddine Medjoubi fût assassiné par balle devant l'édifice du Théâtre national Algérien (TNA), une balle venue mettre fin aux beaux rêves et projets de cet artiste à l'apogée de son succès, en pleine période noire de l'histoire du pays. Trois décennies durant, cet artiste charismatique et authentique s'est illustré sur la scène théâtrale, par sa performance probante en tant que comédien et réalisateur à une étape phare de l'histoire du mouvement scénique post-indépendance. L'homme qui s'est distingué avec brio sur scène, voulait apporter une signature théâtrale d'exception pour bâtir un théâtre authentique et transmettre son expérience artistique aux générations montantes. L'artiste engagé s'est éteint devant le TNA à la tête duquel il venait d'être nommé directeur. Il préparait de nombreux projets pour relancer cet éta-



PH: DR

blissement et ouvrir la porte aux véritables talents. Azeddine Medjoubi, qui a brillé tant au théâtre qu'au cinéma, a quitté ce monde laissant derrière lui des œuvres immortelles qui restent gravées en lettre d'or dans les registres du théâtre algérien et dans les mémoires du public. Les inconditionnels du quatrième art garderont en mémoire son rôle interprété avec brio dans la pièce de théâtre "Hafila Tasir".

Sortie en 1985, cette pièce de théâtre dans laquelle il avait partagé la vedette avec la grande comédienne Dalila Helilou est devenue un classique du théâtre algérien. Azeddine Medjoubi a mis en scène plusieurs œuvres dramatiques, telles que la pièce "Ghabou lafkar" ou encore "Alem El-Baouche" qui a connu un succès fulgurant et a même remporté le prix de la meilleure mise en scène au Festival de théâtre de Carthage en Tunisie.

En 1990, il crée la troupe "El-Qalâa" avec Sonia, Ziani Chérif Ayad et M'hamed Benguettaf, produisant, entre autres,

"Hafila Tassir 2" (nouvelle version) et "El-Ayta". Né le 30 octobre 1945 à Azzaba (Skikda), Azeddine Medjoubi, fils d'un avocat, s'est lancé dans la carrière de comédien dans les années 1960 au sein de la troupe de la Radio nationale à Alger (1965-1968), avant de rejoindre les planches du TNA.

Le défunt a participé à plusieurs œuvres télévisuelles et cinématographiques, dont "Journal d'un jeune travailleur" de Mohamad Ifticene, "Automne, octobre à Alger" de Malik Lakhdar-Hamina, un long-métrage qui dépeint les événements d'octobre 1988, et le film "Youcef ou la légende du septième dormant", réalisé par Mohamed Chouikh.

Le regretté a, par ailleurs, contribué à la production de nombreuses pièces théâtrales dans des théâtres régionaux et a eu à occuper plusieurs postes administratifs, notamment celui de directeur du théâtre régional de Batna puis de Béjaïa, avant d'être nommé en 1995 à la tête du TNA, Mahieddine Bachtarzi.

DOCUMENTAIRE SUR KANYE WEST

Le réalisateur déçu par les exigences de l'artiste

Le réalisateur d'un nouveau documentaire consacré à Kanye West a été déçu, sinon surpris, par les propos polémiques de l'artiste, qui a exigé à la dernière minute un nouveau montage du film entamé voici plus de vingt ans avec sa bénédiction. Clarence «Coodie» Simmons a commencé à suivre son ami Kanye West avec sa caméra en 2001, curieux de voir où les pas de cet ambitieux musicien de Chicago allaient le porter. Au bout du voyage vers la célébrité, il s'est retrouvé avec 320 heures d'images inédites et souvent intimes. Le premier volet de «Jeen-yuhs: La trilogie Kanye West», qui dure sept heures au total, doit être diffusé à partir de mercredi par Netflix. Mais l'artiste, notoirement perfectionniste et connu pour ses lubies, s'est manifesté le mois dernier sur son compte Instagram pour exiger d'approuver la version finale du projet, afin de «contrôler» son image. «J'ai dit à Kanye qu'il devait avoir 100% confiance dans ce film... Il a dit qu'il avait confiance», affirme Coodie Simmons dans un entretien avec l'AFP. «Alors quand j'ai vu son Instagram, j'ai été un peu

déçu», lâche-t-il. La semaine dernière encore, Kanye West - qui se fait désormais appeler seulement «Ye» - poursuivait ses demandes, par exemple pour que Drake, autre star du rap, assure la narration du documentaire. Netflix n'a pas répondu publiquement. Ironie du sort, Coodie Simmons s'était par le passé mis en quatre pour faire plaisir à Kanye West. Il avait notamment renoncé à diffuser une première fois ses images en 2005 car l'artiste «disait qu'il n'était pas prêt à montrer au monde qui il est vraiment».

«EXTRA-TERRESTRE»

Au fil des ans, les deux hommes s'étaient éloignés et Coodie Simmons dit n'avoir eu que très peu de contact avec Kanye West pendant une dizaine d'années. Mais le chanteur s'est montré vendredi à une projection du film à Hollywood, donnant une accolade au réalisateur. «Les gens essaient de nous effacer et nous nous éloignons, nous dispersons, ou bien nous ne nous parlons plus», a-t-il lancé au public dans le style cryptique qui lui est coutumier. Les problèmes psychologiques de

Kanye West ne sont pas érudés dans le film. L'artiste souffre de troubles bipolaires qui ont conduit à son hospitalisation en 2016 et ont semblé jouer un rôle dans son étrange candidature à la présidentielle en 2020. Voici deux ans, Coodie Simmons était revenu filmer son camarade lors d'une rencontre avec des promoteurs immobiliers durant laquelle Kanye West avait tenu des propos très décousus, disant par exemple avoir pris des médicaments «pour avoir une conversation normale et passer de l'extra-terrestre à l'anglais». Très perturbé par l'état de son ami, Simmons avait décidé d'éteindre sa caméra. «C'était la première fois que je filmais Kanye sous ce jour», explique cet ancien humoriste et présentateur de télévision. «J'ai senti que je devais poser ma caméra afin de pouvoir l'écouter et être là pour lui», dit-il, soulignant que la situation s'est par la suite reproduite à quelques reprises.

«INSOUCIANT»

Vendredi, Kanye West a, à sa manière, tenté d'expliquer ses excentricités: «j'ai fait en public ce qui peut vous sem-

LITTÉRATURE

"Morituri" de Yasmina Khadra bientôt réédité en Algérie

Une nouvelle version du roman "Morituri", une œuvre sur l'Algérie de la décennie du terrorisme, de Yasmina Khadra et adapté au cinéma, paraîtra prochainement en Algérie, 26 ans après sa parution en France, a annoncé son auteur sur sa page Facebook. Publié en 1996 aux éditions Baleine-Paris (France), "Morituri" ressort dans une version "revue" et "enrichie" aux éditions Casbah, a précisé l'auteur, rappelant que "le texte n'avait bénéficié ni des corrections d'usage ni d'une relecture avisée" au moment de sa première publication. Écrit au lendemain de l'attentat terroriste perpétré dans le cimetière de Sidi Ali à Mostaganem, le 1er novembre 1994, "Morituri" souffrait d'incomplétude due au traumatisme de l'auteur, présent, ce jour-là, sur les lieux du carnage. Pour ces raisons, l'auteur propose à ses lecteurs "une version revue et enrichie". Auteur prolifique, Yasmina Khadra, un des romanciers francophones les plus lus au Maghreb et en Europe, publie depuis plus de 25 ans et compte à son actif une trentaine de romans, traduits dans plus de 50 langues. L'auteur de "Ce que le jour doit à la nuit" (2008), "La longue nuit d'un repentir" (2010) ou encore "La dernière nuit du Rais" (2015) et "L'outrage fait à Sarah Ikker" (2019) a été plusieurs fois distingué en Espagne, en France, en Belgique et aux États-Unis. Ces romans ont été également adaptés au cinéma comme "Morituri" réalisé par Okacha Touita, "Ce que le jour doit à la nuit" adapté par Alexandre Arcady, ou encore "Les hirondelles de Kaboul" présenté en film d'animation au Festival de Cannes par les coréalisatrices Zabou Breitman et Eléa Gobbé-Mévellec. Les textes de Yasmina Khadra ont aussi investi le monde du 4e art comme "La dernière nuit du Rais", "L'attentat", ou encore "L'Olympe des infortunes".

CINÉMA

«El buen patron» remporte le prix Goya du meilleur film espagnol

«El buen patron», une tragédie grinçante sur le capitalisme signée Fernando Leon de Aranoa, a remporté samedi le prix Goya du meilleur film espagnol. Grand favori des Goya, considérés comme les Oscars du cinéma espagnol, «El buen patron» («Le bon patron») a rafilé au total six récompenses dont celles du meilleur réalisateur, du meilleur acteur (Javier Bardem) et du meilleur scénario. Le film raconte l'histoire de Basculas Blanco, entreprise provinciale gérée par Julio Blanco, un petit patron envahissant, toxique et prêt à tout pour atteindre ses objectifs, incarné par Javier Bardem. C'est la deuxième fois que Leon de Aranoa, un ancien scénariste de 53 ans devenu réalisateur sur le tard, remporte le Goya du meilleur film, après «Los lunes al sol» («Les lundis au soleil») en 2002. «Los lunes al sol» avait déjà valu à Javier Bardem d'être couronné du prix du meilleur acteur. A 52 ans, Bardem est le comédien espagnol le plus primé de l'histoire et un des deux seuls à avoir reçu un Oscar. «El buen patron» avait été nommé vingt fois pour les Goya, un record. Lors de la cérémonie de remise des prix à Valence (est), Blanca Portillo pour sa part a été récompensée avec le Goya de la meilleure actrice pour son rôle de veuve d'une victime de l'organisation séparatiste basque ETA dans «Maixabel», d'Iciar Bollain. L'actrice espagnole de 58 ans avait reçu en 2006 à Cannes le prix de la meilleure actrice pour son rôle dans «Volver», de Pedro Almodovar.

Les courses en direct



HIPPODROME KAID AHMED - TIARET
MARDI 15 FÉVRIER 2022 - PRIX : BISKRA - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 500 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Un quinté à pochette surprise

C'est un quinté très bien conçu dans ses conditions d'appels, que nous aurons à négocier ce mardi 15 février à l'hippodrome Kaid Ahmed de Tiaret avec ce prix Biskra réservé pour chevaux de quatre ans et plus arabe pur né-élevé en Algérie n'ayant pas totalisé la somme de 201 000 DA en gains et places depuis septembre passé. Mis à part nos pronostics, nous avons quand même sous estimé Darif D'hem, Chabba et Afous, on a préféré choisir la grosse cote, alors bonne chance.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. DRAA RIH MANSOUR. Ce vieux routier n'est pas là par hasard, il garde des chances intactes sur le parcours, le lot n'est pas tellement consistant à l'arrière, il peut réussir un bon parcours.

2. THAWEB. IL court dans un parcours qui va lui plaire, on peut le retenir pour une cinquième place. Méfiance.

3. CHAHD. Quoiqu'il n'est pas tellement habitué à ce genre de parcours, on ne peut lui faire un interdit pour les places. À suivre.

4. DARIF D'HEM. Il court en régression en plus il change trop souvent de monte, ce n'est pas un bon signe. Outsider tout juste moyen.

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
M. GHELLAB	1	DRAA ERIH MANSOUR	B. GACEM	57	1	PROPRIÉTAIRE
AM. BETTAHAR	2	THAWEB	YS. BADAOUI	57	13	PROPRIÉTAIRE
AM. BETTAHAR	3	CHAHD	K. RAHMOUNE	57	6	L. RAHMOUNE
F. METIDJI	4	DARIF D'HEM (0)	K. HAOUA	57	10	D. DJELLOULI
AL. FEGHOULI	5	DORTMUND (0)	W. HAMOUL	57	8	AL. FEGHOULI
HARAS DU MEHAR	6	MAJD AL ARBAA (0)	JJ:EH. DJELLOULI	57	12	PROPRIÉTAIRE
D. AFFANE	7	NEDJM EL FETH (0)	S. BENYETTOU	55	3	PROPRIÉTAIRE
Y. METIDJI	8	CHABBA	M. BELMORSLI	55	7	F. BENZEBRIT
F. METIDJI	9	ESMERALDA	M. DJELLOULI	55	11	D. DJELLOULI
ST. BENZADI	10	AFOUS	R. BELMORSLI	54	4	K. ASLI
MN. METIDJI	11	CALIGULA	JJ:HA.EL FERTAS	53	9	H. DJELLOULI
HARAS DU PAON	12	MOUBTAHIJ DU PAON	JJ.HO. EL FERTAS	53	2	H. DJELLOULI
MZ. METIDJI	13	EL DORA D'HEM	JJ:MD. ASLI	51	5	K. ASLI

5. DORTMUND. Même avec un gros poids il peut sortir son épingle du jeu sur les 1500m.

6. MAJD AL ARBAA. Confié à JJ. EH. Djellouli il doit bénéficier d'une belle décharge au poids, méfiance il peut surprendre.

7. NEDJM EL FETH. Il n'a que l'avantage de la monte de Saïd Benyettou. Outsider assez lointain.

8. CHABBA. Avec cette monte inattendue, je crains qu'elle ne peut s'exprimer, comme il se doit. Tâche assez délicate.

9. ESMERALDA. pas pour cette fois-ci, il vaut mieux la revoir dans

un autre engagement.

10. AFOUS. Outsider assez lointain.

11. CALIGULA. Avec une décharge de 5 kgs de moins, il peut être redoutable. Méfiance

12. MOUBTAHIJ DU PAON. Tâche difficile. À revoir.

13. EL DORA D'HEM. Rien de probant. Méfiance.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

11. CALIGULA - 5. DORTMUND - 1. DRAA ERIH MANSOUR - 2. THAWEB - 6. MAJD AL ARBAA

LES CHANCES

7. NEDJM EL FETH - 3. CHAHD

Constantine : un blessé dans l'incendie d'un atelier de ferronnerie à Ali Mendjeli

Une personne (1) a été grièvement blessée dans un incendie ayant ravagé dimanche un atelier de ferronnerie dans la circonscription administrative Ali Mendjeli (Constantine), a-t-on appris auprès de la Direction de la Protection civile (DPC). L'incendie qui s'était produit au niveau du lotissement de l'AADL, situé à l'unité de voisinage (UV) 5, a causé des brûlures de 2ème degré au niveau du visage et des mains d'un homme âgé de 42 ans, a-t-on précisé à la cellule de la communication de ce corps constitué. La victime de l'incendie qui a été secourue sur place par des médecins pompiers a été évacuée à l'établissement public hospitalier de Ali Mendjeli pour bénéficier des soins médicaux nécessaires, a fait savoir la même source. L'incendie, dont les causes n'ont pas encore été déterminées, a-t-on ajouté de même source, a provoqué également la destruction d'une bouteille de GPL ainsi que deux autres bouteilles de gaz butane. L'intervention rapide des éléments de la Protection civile a permis de sauver une habitation limitrophe (R+3), a révélé la même source, notant qu'une équipe d'agents de l'unité de la Protection civile de la même ville a été chargée d'assurer la surveillance et éviter la propagation du feu vers des constructions voisines.

La 3ème édition du Salon algérien virtuel sur les déchets du 5 au 7 juin 2022

L'Agence nationale des déchets (AND) organisera, du 5 au 7 juin 2022, la 3ème édition du Salon algérien virtuel sur les déchets, a indiqué, dimanche, un communiqué de l'Agence. Organisé sous le thème "Pour la promotion de l'investissement dans le domaine des déchets", ce salon vise à être au diapason des différents défis auxquels fait face le secteur de gestion des déchets en Algérie dans le contexte des enjeux socioéconomiques et environnementaux de l'heure, et ce à travers l'affectation d'un espace virtuel pour renforcer le partenariat et jeter les passerelles d'échange et de communication entre les différents acteurs dans le domaine de gestion des déchets, précise la même source. Ce salon verra la participation des opérateurs économiques, privés et publics, des start-up, de la société civile, des chercheurs et des parties prenantes en matière de gestion des déchets. Il est programmé en marge de ce salon une série de conférences sous la supervision d'experts locaux et internationaux pour débattre des moyens de booster le développement en matière de valorisation des déchets. La première édition du salon virtuel de gestion des déchets a vu la participation de plus de 80 exposants et de 13 000 visiteurs.

Arrestation de deux personnes pour escroquerie à Tizi-Ouzou

Deux personnes ont été interpellées à Tizi-Ouzou par les forces de police pour leur implication présumée dans une affaire d'escroquerie, alors qu'un troisième suspect "demeure activement recherché", rapporte lundi un communiqué de la sûreté de wilaya. Les deux personnes interpellées ont été mises hors d'état de nuire par les forces de police de la sûreté de daïra d'Azazga (à l'est de la wilaya) qui ont ouvert une enquête "suite à une plainte déposée par une citoyenne qui a déclaré avoir été victime d'escroquerie", a-t-on précisé. La plaignante a déclaré à la police que trois individus,



dont un ressortissant africain, "lui ont subtilisé une importante somme en devise (Euro) qu'elle leur a remis en contrepartie d'une promesse de recevoir le double du montant plus tard", a

indiqué le communiqué qui n'a pas précisé le montant de la somme volée. L'enquête ouverte suite à cette plainte a abouti à l'identification et l'arrestation de deux individus, âgés

de 35 et 36 ans, alors que le ressortissant africain "demeure activement recherché", a-t-on signalé. Des objets et produits destinés à la contrefaçon de billets de banque ont été, par ailleurs, saisis dans le cadre de cette affaire, a fait savoir la sûreté de wilaya. Une procédure judiciaire a été instruite à l'encontre des deux suspects arrêtés pour "escroquerie et détention d'objets et produits destinés à la contrefaçon de billets de banque". Ils ont été présentés, hier dimanche, au parquet d'Azazga qui a ordonné leur mise en détention préventive, a-t-on souligné.

Émigration clandestine : un réseau de passeurs démantelé à Bouira

Un réseau de passeurs spécialisé dans l'émigration clandestine a été démantelé par les services de sécurité à Kadiria (Ouest de Bouira), a-t-on appris lundi auprès des services de la Sûreté de wilaya. Ce réseau de trois individus sévissait à Kadiria et organisait, à partir des côtes algéroises, des traversées maritimes clandestines au profit de personnes désirant quitter le territoire national illégalement vers l'Espagne et la France à bord d'embarcations de fortune, a-t-on précisé. "L'opération de démantèlement du réseau a été menée par la brigade mobile de la Police judiciaire de Kadiria, suite à une plainte déposée par un jeune escroqué par les membres de ce réseau de criminel", a expliqué à la presse le chargé de communication de la sûreté de wilaya, le commissaire de police Samir Toutah. "Ce réseau proposait des traversées en mer au profit de candidats à l'émigration clandestine via le littoral d'Alger pour rejoindre la rive nord de la méditerranée", selon la même source. Après une enquête minutieuse, les éléments de la BMPJ ont réussi à identifier les membres de ce réseau avant de les arrêter pour "organisation de traversées maritimes illégales et périlleuses pour les candidats à l'émigration clandestine", a indiqué le chargé de communication de la sûreté de wilaya. "Les trois mis en cause dans cette affaire ont été arrêtés et présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Lakhdaria (Ouest de Bouira)", a indiqué le commissaire Toutah.

La Chine détient 60% des stations de la 5G dans le monde

La Chine a déployé environ 1,43 millions stations de base 5G fin 2021, représentant 60 % du nombre total de ces stations dans le monde, a indiqué hier, le ministre chinois de l'industrie et des nouvelles technologies. Ce chiffre représente le double du nombre de stations dont disposait le pays en 2020, ajoute le ministre, relevant que la Chine dispose de 10,1 stations de base 5G pour chaque 10 000 habitants. Les investissements dans le déploiement massif du réseau 5G ont totalisé 184,9 de yuans en 2021, environ 29 milliards de dollars US, poursuit la même source, notant que ce montant représente 45,6 pc des investissements dans le secteur des télécommunications. Il s'agit d'une hausse de l'ordre de 8,9 pc par rapport aux investissements déployés en 2020. Le ministre souligne que la Chine poursuivra les efforts pour le renforcement de son réseau 5G, notant que le nombre des usagers du réseau devra dépasser les 560 millions en 2023.

19 blessés dans un accident de la route à Ouargla

Dix neuf (19) personnes ont été blessées à différents degrés dans un accident de la route survenu ce lundi, dans le territoire de la commune d'Aïn Beïda, daïra de Sidi Khouiled (wilaya d'Ouargla), a-t-on appris auprès de la Protection civile (PC). L'accident s'est produit au niveau du point kilométrique (PK-189) sur la route nationale (RN-49), lorsque un minibus de transport de voyageurs assurant la ligne Hassi Messaoud/Ouargla est entré en collision avec un véhicule tout terrain, causant



sur place des blessures à 19 personnes, dont trois

(3) gravement blessés, selon la même source. Les blessés,

tous des passagers du minibus, ont été évacués par les agents de la Protection civile vers l'Établissement public hospitalier (EPH) "Mohamed Boudiaf" de la ville d'Ouargla, a-t-on expliqué. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

MISE

AUX POINGS

« Après ma prise de fonctions, j'ai promis de mettre tous les moyens nécessaires pour relancer le club, et à mon niveau, j'ai vraiment donné le maximum. Malheureusement, aucun soutien supplémentaire n'a suivi depuis. Même nos sponsors traditionnels ont adopté une position incompréhensible »

Le président-démissionnaire de la JSK Amar Yazid Iarichène



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger

R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf - Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :

redaction_courrier@yahoo.fr

TRANSPORT

L'ETUSA investit les nouveaux quartiers d'Alger

L'Établissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a ouvert huit nouvelles lignes pour désenclaver les nouveaux quartiers d'habitation de la capitale. Une décision d'augmenter les capacités des transports en commun qui contribuera forcément aussi à réduire les points noirs des embouteillages, dans la capitale.



PH : DE

Lors d'une audition par la commission des transports et des télécommunications à l'Assemblée populaire nationale (APN), en présence du directeur général de l'ETUSA, la directrice de la planification au sein de l'établissement public a précisé que l'ouverture de huit nouvelles lignes dans la capitale s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'ETUSA visant, a-t-elle expliqué, « à répondre à la demande croissante des voyageurs, notamment après les différentes opérations de relogement des habitants » indique un communiqué de l'ETUSA. Sur ces huit nouvelles lignes, quatre relieront les nouveaux quartiers d'habitation aux

gares ferroviaires de « Tessala El-Merdja » et de « Sidi Abdallah Université », rappelant que le réseau de transport urbain et suburbain couvrirait plus de 3000 km (aller-retour), s'étendant à l'Est jusqu'à Reghaïa, à l'Ouest jusqu'à Zéralda et au Sud jusqu'à Sidi Moussa et Ouled Chebel, avec 122 lignes, 1 200 arrêts et 27 gares. Abordant la formation, l'intervenante a indiqué que l'entreprise œuvrait à ce que chaque travailleur obtienne un stage de formation au moins une fois dans l'année, en sus de l'organisation d'autres stages pour l'obtention du certificat de formation profes-

sionnelle. La responsable a annoncé, par ailleurs, le lancement officiel du nouveau site web de l'entreprise, évoquant le projet du "bus intelligent" équipé d'un système audio-visuel qui permet aux passagers d'obtenir des informations sur l'itinéraire du trajet, d'annoncer la prochaine station et les stations restantes et les messages de sensibilisation et les informations générales. La Directrice de la planification a, par ailleurs, rappelé les efforts de l'entreprise dans le développement de l'application "ETUSA MOB" sur le téléphone portable pour une meilleure qualité de services. Au terme de la présentation, les membres de la Commission des transports et des télécommunications ont salué les efforts consentis par l'entreprise de transport public, l'ETUSA, notamment concernant la mise à disposition de bus spéciaux au profit des personnes aux besoins spécifiques, proposant la généralisation de l'idée. L'assemblée parlementaire, via les membres de la Commission ont appelé, indique un communiqué de l'Institution, « à augmenter le nombre de lignes de transport dans la capitale », « le renforcement du parc avec de nouveaux bus », ainsi que « l'amélioration des conditions sociales des travailleurs de l'entreprise ETUSA ».

R. E.

EMPORTÉ PAR LA CRISE EN UKRAINE

Le pétrole s'installe à de nouveaux sommets

Les prix du pétrole marquaient une légère pause après une nouvelle ascension fulgurante hier, électrisés par les tensions en Russie et en Ukraine qui menacent l'offre pétrolière, les deux références de l'or noir battant de nouveaux sommets pluriannuels. Vers 10H10 GMT le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril grappillait 0,03% à 94,47 dollars, après un pic à 96,16 dollars jamais atteint depuis la crise pétrolière de l'été 2014.

À New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) Le West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mars grappillait 0,12% à 93,21 dollars, atteignant également un nouveau sommet depuis 2014 à 94,94 dollars le baril.

La « peur de l'escalade des tensions » dans la crise russo-occidentale, d'une ampleur jamais vue depuis la fin de la Guerre froide, a poussé le prix du Brent au-dessus de la barre des 95 dollars le baril, commente Victoria Scholar, analyste

chez Interactive investor. Le chancelier allemand Olaf Scholz, a demandé lundi à la Russie des « signes immédiats de désescalade ». Le G7 se dit, quant à lui, prêt à imposer des sanctions aux « conséquences massives » pour la

Russie.

«Toute nouvelle agression militaire de la Russie contre l'Ukraine fera l'objet d'une réponse rapide et efficace », assure le groupe des sept grandes puissances.

Sarah O.

ALGERIE - HONDURAS

La coopération énergétique abordée

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu lundi à Alger le vice-ministre des Affaires étrangères du Honduras, Torres Zelaya Gerardo José Antonio, avec lequel il a examiné les moyens de développer la coopération entre les deux pays dans le domaine énergétique, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de la rencontre, les deux parties ont examiné les voies et moyens de développer les relations de coopération entre les deux pays à travers des projets de partenariat mutuellement bénéfique, notamment dans le domaine de l'énergie et des mines, a ajouté la même source. Les deux parties ont indiqué que des experts seront désignés pour travailler de concert et arrêter les projets à mettre en œuvre entre les sociétés et les investisseurs des deux pays, a ajouté le communiqué. À cette occasion, le vice-ministre des Affaires étrangères du Honduras a fait part de sa volonté de renforcer les relations et la coopération entre les deux pays et d'établir un partenariat mutuellement bénéfique, a conclu la même source.

R. E.

TIPASA

Une vingtaine d'individus incriminés pour délits arrêtés par la police

Une vingtaine d'individus impliqués dans différents crimes ont été arrêtés courant de la semaine par les services de la sûreté de wilaya de Tipasa lors de descentes de la police dans des repaires de malfaiteurs, a-t-on indiqué lundi dans un communiqué de cette institution sécuritaire. Les descentes de police ont été effectuées par la sûreté de wilaya de Tipasa, en coordination avec les sûretés des daïras, au niveau de la totalité des points noirs du territoire de compétence, notamment les communes de la partie Est, selon le document de la sûreté de wilaya. Menées dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, "ces opérations visent à instaurer un climat de sécurité et de tranquillité au sein de la population", a-t-on précisé. Ces descentes ont abouti, selon la même source, à l'arrestation de 20 individus parmi lesquels deux faisaient l'objet de mandats d'arrêt, à la saisie de quantités de drogues et de comprimés psychotropes destinés à la vente en milieu de jeunes, et la saisie d'un montant estimé à 60 200 DA, issu de la vente des stupéfiants. À cela s'ajoute la saisie de 10 armes blanches de différents types et calibres et d'un fusil de pêche, utilisés dans l'agression des personnes, a-t-on fait savoir. La sûreté de wilaya a fait état également de la mise en fourrière de 143 motos pour absence de papiers, avec l'établissement de procès verbaux (PV) d'infractions à l'encontre de leurs propriétaires. A cela s'ajoute le contrôle de 644 véhicules et le pointage de 1 008 personnes, a-t-on précisé. Des procédures judiciaires ont été engagées contre les individus arrêtés en vue de leur présentation devant les tribunaux des parquets territorialement compétents, a-t-on rapporté dans le communiqué de la sûreté de wilaya.

R. N.

SOUS-RIRE

L'Algérie pays des miracles

